

"Si c'est pour se retrouver en garde à vue, la prochaine fois, on interviendra pas pour défendre une victime..."

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 05 avril 2018

Source [Boulevard Voltaire] Le colonel Beltrame, s'il avait eu la chance de s'en sortir et de supprimer le terroriste, aurait pu être mis en examen.

Dans le pays d'Ubu, il est de plus en plus fréquent de voir le défenseur de la veuve et de l'orphelin pris à partie par la Justice. Dimanche de Pâques, 6 h 45 du matin, il n'y a pas grand monde dans le métro de la ligne 9 au niveau de la station Saint-Ambroise (Paris XIe), juste une jeune fille, et trois « képis blancs » en goguette. Appartenant peut-être à un détachement de l'opération Sentinelle, ils rentrent d'une soirée bien arrosée et pas seulement par la pluie. Mais, après tout, il est normal que de tels guerriers puissent décompresser...

Un dernier personnage se trouve dans le wagon, un adolescent qui reluque depuis un moment le portable de la jeune donzelle. La tentation est trop forte et puis, que risque-t-il ? Il arrache le portable de la jeune fille, sort du métro à l'arrêt et s'enfuit. Mais ce matin-là, la scoumoune devait le poursuivre car il n'avait pas repéré, dans ces trois hommes en civil, des zélés du « Boudin ». Ni une ni deux, les trois guerriers sortent de la rame et se jettent aux trousses du mineur. Courant plus vite, ils le rattrapent dans la rue, au niveau de l'impasse Truillot, derrière le boulevard Voltaire.

Le Parisien résume la scène en reprenant les mots d'un fonctionnaire proche de l'enquête : « *Le gamin ne s'est pas laissé faire. Ils se sont battus. On va dire que les légionnaires y sont allés un peu fort !* » Avouez que cette phrase est troublante : lorsqu'on explique « *ne s'est pas laissé faire* », on parle généralement d'un agressé face à son agresseur, mais ici, les rôles sont inversés, c'est l'agresseur qui, au lieu de rendre simplement le portable, se met en mode combat. Or, le mode combat, nos baroudeurs, ils le connaissent. De plus, ils ont le nombre avec eux. Résultat : les militaires sont déclarés vainqueurs aux poings.

Avec les mots « *y avoir été un peu fort* ». On imagine un déluge de coups avec contusions, points de suture et même membre cassé. Mais ici, seule une dent fut cassée. Avouez que ce n'est pas cher payé pour un vol à l'arraché, sachant que le voleur aurait pu faire tomber la jeune femme sur le quai ou sur les voies du métro.

Que croyez-vous qu'il arriva dans ce pays où il vaut mieux être un malfrat qu'un vengeur masqué ? Certes, le jeune qui n'avait ni papier ni adresse fut placé en garde à vue, mais les trois secouristes aussi.

Une source proche du dossier expliquait au quotidien : « *Le dossier s'est baladé. Certains voulaient laisser tomber pour les militaires. Pour finir, un substitut du procureur a décidé de poursuivre les légionnaires.* »

Ahuris, nos soldats d'élite en tirèrent une parfaite conclusion : « *Si c'est pour se retrouver en garde à vue, la prochaine fois, on n'interviendra pas pour défendre une victime.* »

Sûr qu'avec ce type de magistrat, le colonel Beltrame, s'il avait eu la chance de s'en sortir et de supprimer le terroriste, aurait pu être mis en examen.

En attendant, le jeune malfaiteur et notre substitut devraient méditer ce chant traditionnel de la Légion : « *La rue appartient, à celui qui y descend, / la rue appartient au drapeau des képis blancs. / Autour de nous la*

haine »...